Cesare Vetter (éd.), *La felicità è una idea nuova in Europa. Contributo al lessico della rivoluzione francese*

Tomo I, Trieste, Edizione Università di Trieste, 2005, 270 pages, ISBN 88-8303-183-0, 20 €.

Jacques Guilhaumou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11294>

DOI : 10.4000/ahrf.11294

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 217-219

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jacques Guilhaumou, « Cesare Vetter (éd.), *La felicità è una idea nuova in Europa. Contributo al lessico della rivoluzione francese* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11294> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11294>

« dépendants » de la nation que cette femme et sa fille peuvent réclamer leurs droits de citoyennes, en l'occurrence le droit à une protection ; et c'est en tant que membres de la nation médiatisées par la représentation des hommes de la famille que leur avocat, Duveyrier, défend ce qu'il appelle leurs droits civils et politiques.

Les derniers chapitres, qui portent sur la mort civile, la disjonction entre le droit de la nationalité et les droits de la citoyenneté, sont d'autres illustrations de cette progressive formation d'une sphère juridique délimitée par les droits et devoirs du mariage, société hiérarchique placée sous la responsabilité du *pater familias* et protégée de toute « intrusion » de l'État dans ses affaires.

Entre la famille et la nation, il y a désormais le voile d'une autorité paternelle restaurée dans des limites certes plus étroites, puisqu'elle ne s'applique plus qu'à l'épouse et aux enfants mineurs ; mais qui s'exerce désormais dans le secret du giron familial, véritable enclave dans la nation, protégée autant que protectrice. Le Code civil inaugure cette ère au cours de laquelle « les législateurs et les administrateurs du XIX^e siècle, comme les hommes et femmes ordinaires, vont considérer le mariage des femmes comme une allégeance volontaire à la communauté nationale représentée par leur époux » (p. 196). On ne saurait mieux dire pour conclure ce très bel ouvrage qui non seulement apporte des éléments empiriques de toute première importance dans le champ de l'histoire juridique et sociale de la citoyenneté et de la nationalité, mais parvient également à démontrer l'intérêt d'articuler les contradictions de l'ancien et du nouveau, ici du familial et du national, pour mettre à jour les équilibres qui ont présidé à la mise en place de la société démocratique. Après les ouvrages désormais classiques de Geneviève Fraisse, Lynn Hunt et Suzanne Desan, Jennifer Heuer fait la preuve que « l'histoire genrée du politique » est décidément entrée dans l'ère de la maturité.

Anne VERJUS

Cesare VETTER (éd.), *La felicità è una idea nuova in Europa. Contributo al lessico della rivoluzione francese*, Tomo I, Trieste, Edizione Università di Trieste, 2005, 270 pages, ISBN 88-8303-183-0, 20 €.

Au cours des années 1970 et 1980, le laboratoire de lexicologie politique de l'ENS-Saint-Cloud, constituée, à l'initiative d'Annie Geffroy et de l'équipe « 18^e-Révolution française » une textothèque « Révolution française » avec des textes issus de divers auteurs et de publications centrales de la période révolutionnaire (Marat, Hébert, Robespierre, Jacques Roux, les Déclarations des droits, les discours à l'Assemblée, les Archives parlementaires, etc.). Rien d'exhaustif donc, mais de nombreux éléments lexicaux disponibles pour des études quantitatives et qualitatives qui ont nourri partiellement, en association avec la partie « Révolution française », du Trésor de la langue française, la publication de monographies lexicales dans le *Dictionnaire des usages socio-politiques (1770-1815)*, disponible sous la forme de huit volumes publiés entre 1985 et 2006, et dont nous continuons à assurer la co-direction avec Raymonde Monnier et Marie-France Piguet.

Constituée sur la base d'enregistrements « vieilliss », mais partiellement mis à jour, cette textothèque demeure encore active pour une part, par exemple avec les corpus Marat (*L'Ami du peuple*) et Hébert (*Le Père Duchesne*) à l'initiative d'André Salem, Agnès Steuckardt et moi-même. Mais la majeure part de ses éléments est en

cours de redéfinition numérique sur la base PoliteX de Damon Mayaffre et dans la textothèque « discours contemporain » de Paris XII (Pierre Fiala), et de ce fait demeure peu disponible, faute aussi de jeunes chercheurs travaillant sur les dimensions lexicales et discursives des langages révolutionnaires. Qui plus est, la génération « intermédiaire », en particulier Marc Deleplace, Didier Le Gall et Sophie Wahnich, après avoir fait leurs premiers travaux en analyse de discours, s'oriente vers d'autres horizons certes connexes.

Venu d'Italie, et plus précisément de l'Université de Trieste, l'initiative en ce domaine de Cesare Vetter, et des jeunes chercheurs qui l'entourent, présentement dans le premier volume (deux autres volumes sont en préparation) Marco Marin, s'avère donc d'autant plus importante pour une relance de la dynamique des recherches lexicos-sémantiques sur les langages de la Révolution française.

En effet Cesare Vetter a entamé une nouvelle et vaste entreprise de numérisation de textes révolutionnaires, d'abord l'ensemble du journal de Marat, des discours de Robespierre, du journal d'Hébert, des œuvres de Saint-Just, et d'autres textes d'auteurs (Lequinio sur le bonheur par exemple), avec de nouvelles entrées en perspective, et la plus ambitieuse sur le long terme, le *Moniteur Universel*. Ce corpus, pour cause de droits d'éditeur, ne peut être mis en ligne pour le moment sur une base de données, par exemple PoliteX, mais peut le devenir après accord entre le site et les éditeurs. Il sert donc d'abord aux travaux du groupe de nos collègues italiens. En son sein, Marco Marin a charge de la partie méthodologique : il précise ce qu'il en est des apports de la linguistique computationnelle, mieux connue en France sous l'expression de « linguistique de corpus ». Il décrit les différents outils quantitatifs, et leurs résultats. Il propose donc un guide à la lecture fort utile pour comprendre, et utiliser, les matériaux lexicaux présentés dans les deux tiers de l'ouvrage.

L'autre versant de cette entreprise prometteuse consiste au recours à l'histoire des concepts, présentement autour de l'idée de bonheur, pour donner corps aux analyses en corpus. Certes, il convenait d'abord de dresser le profil juridique de la notion de bonheur, ce que fait Gabrielle Valera dans le présent ouvrage. En liant d'emblée l'idée de bonheur au débat sur la liberté positive/liberté négative, aux enjeux du concept procédural de justice, à la question du consensus et la frontière public/privé, cette chercheuse arrive à circonscrire la logique d'un lexique qui nous entraîne du principe d'existence/connaissance au principe de conservation/autoconservation vers la science politique. L'idée de bonheur est alors soumise à divers scénarios, l'un pris dans l'articulation entre la nature morale de la socialité et la direction positive de l'État, l'autre plus orienté vers la capacité juridique de l'agent, une troisième introduisant, au plus près de l'expérience révolutionnaire, l'art et sa propension à l'artifice, avec une part normative plus prégnante que dans les deux cas précédents.

Cependant il reste les formulations de base : « Le but de la Révolution est le bonheur du peuple », formule bien connue de 1793 qui trouve son attente dans une autre formule tout aussi connue, sous la plume de Saint-Just, « Le bonheur est une idée neuve en Europe », véritable label de la quête du « bonheur commun ». Index, listes de fréquence et contextes du mot bonheur dans les textes de Robespierre et Saint-Just, ainsi que de notions associées (terreur, démocratie, liberté, etc.) saisies dans leurs contextes permettent alors de réfléchir de manière exhaustive sur la connexion ou non entre ces notions, de reconstituer des filières discursives où se tissent les interprétations historiographiques.

Mot, syntagme, lexie, expression, notion, concept, idée, formule configurant l'idée de bonheur, voilà un ensemble de critères méthodologiques souvent difficile à manier. Les instruments proposés, les plus simples, nous aident à s'y retrouver en leur sein, avant même le recours à des méthodes plus complexes, la lexicométrie d'un côté, l'analyse de discours de l'autre. Souhaitons donc que cette initiative, qui va se préciser dans deux autres volumes, repose les bases d'avancées méthodologiques déjà éprouvées, mais qui ne sont pas passées dans l'usage commun des historiens, historiens des idées inclus.

Jacques GUILHAUMOU

Raymonde MONNIER (dir.), *Citoyen et citoyenneté sous la Révolution française*, actes du colloque international de Vizille des 24 et 25 septembre 2004, Paris, Société des études robespierristes, 2006, 310 p., ISBN 2-908327-54-6, 29 €.

Les tensions du monde actuel conduisent à s'interroger sur les questions d'identité nationale et d'intégration des étrangers dans l'État-nation, sur les critères de la citoyenneté et l'accès au droit de la cité. Les historiens de la Révolution française sont au cœur de ces débats depuis l'époque du bicentenaire. Ainsi, cet ouvrage s'inscrit dans le droit fil de *The French Revolution and the Meaning of Citizenship*, paru en 1993, et du numéro 3 des Études révolutionnaires de la SER : *Suffrage, citoyenneté et révolutions, 1789-1848*, paru en 2002. En l'occurrence, l'ouvrage rassemble les communications présentées à l'occasion du colloque international qui a eu lieu en septembre 2004 au musée de la Révolution française de Vizille. En revenant à la fondation révolutionnaire du concept moderne de citoyenneté, ces approches plurielles d'historiens, de philosophes et de juristes permettent une meilleure compréhension de l'héritage révolutionnaire de la citoyenneté.

En introduction de l'ouvrage, Michel Pertué contribue à poser quelques problématiques majeures : « le modèle français appartient-il au passé ? » « Le modèle révolutionnaire de la citoyenneté a-t-il encore une pertinence ? » Nous trouverons peut-être quelques réponses dans ces communications. Dans son rapport introductif, Bronislaw Baczko cite Chateaubriand pour démontrer comment le mot « citoyen » a remplacé celui de « Monsieur » pendant la décennie révolutionnaire ; tout un symbole !

Dans la première partie, intitulée « Notion et représentation », Luc Vincenti aborde les rapports entre les notions de citoyenneté et de démocratie dans la pensée de Rousseau. Si la conception rousseauiste de la citoyenneté nous conduit vers la démocratie, le philosophe n'est pas démocrate au sens strict ; il est moins encore totalitaire, même si l'individu doit se soumettre à la volonté générale. Jean Bart rappelle les rapports entre citoyenneté et naturalité, ou nationalité. Pendant la décennie révolutionnaire, c'est la reconnaissance des droits politiques, c'est-à-dire de la citoyenneté, qui détermine la qualité de Français. En revanche, à partir du Consulat et depuis, c'est plutôt la nationalité qui fait d'un individu un Français et éventuellement un citoyen. En abordant une histoire comparée des questions juridiques, Matijn Van der Burg analyse l'impact du Code Napoléon sur le code civil hollandais. Il montre comment la codification du droit civil s'est adaptée aux mœurs nationales, notamment en matière de citoyenneté. Les juristes hollandais estiment que la distinction entre la citoyenneté et la qualité de Français est indési-